



**NOTE SUR LES EMPÊCHEMENTS DE LA TENUE DES CONFERENCES  
PUBLIQUES ET MARCHES PACIFIQUES ORGANISEES PAR L'OLUCOME ET  
D'AUTRES ORGANISATIONS ENGAGEES DANS LA CAMPAGNE CONTRE LA  
VIE CHERE : QUELQUES CAS DE 2012 à 2014**

L'OLUCOME et les autres organisations membres de la campagne contre la vie chère ont toujours manifesté la volonté d'exercer les libertés publiques conformément à la loi, à travers les marches pacifiques, les conférences et réunions publiques, mais se sont toujours vus empêchés injustement par les pouvoirs publics de les exercer. En interdisant ces conférences publiques et réunions publiques, l'autorité évoque toujours, dans ses correspondances, l'autorisation, alors que la loi en la matière parle de la déclaration préalable. De plus, l'ancien Maire de la Ville, Maître Evrard GISWASWA et le Maire de la ville actuelle, Saïdi JUMA, ont respectivement adressé la correspondance n°531.0201/1044/CAB/l.nz/2012 et n°531.17/2005/CAB/ 2013 du 11/10/2013 aux hôtels, pour nous interdire d'y tenir des réunions alors que la loi en la matière ne le dit pas ainsi.

Le tableau ci-après mentionne quelques activités interdites par l'autorité publique sans raisons valables :

N°	Action prévue	Date/mois/année	Organisation/personnalité planificatrice	Commentaire
1	Marche pacifique individuelle et grève de la faim sur la campagne « D'où as-tu tiré ta richesse »	25/09/2014	Gabriel RUFYIRI	Le Maire de la ville de Bujumbura, à travers la correspondance n°531.17/1978/CAB/h.l/2014 du 24/09/2014 interdit cette marche arguant qu'il faut plutôt « dénoncer les coupables et saisir les juridictions compétentes » Cet argument ne tenait pas, car la loi

*Handwritten signature*

				reconnait à tout citoyen lésé de faire la marche manifestation pacifique. Gabriel RUFYIRI a effectué cette marche, et la Police le lui en a empêché et l'a conduit chez lui où il n'était pas libre de mouvement toute la journée du 25/09/2014.
2	Marche pacifique individuelle et grève de la faim sur la campagne « D'où as-tu tiré ta richesse »	16 et 17/07/2014	Gabriel RUFYIRI	Son domicile a été encerclé par la police vers 3h du matin jusqu'à 11h30, le 16 juillet 2014 pour l'empêcher de mener cette action. Puis, le 16 et le 17 juillet, il a été convoqué en justice.
3	Conférence publique sur la campagne « D'où as-tu tiré ta richesse »	09/07/2014	OLUCOME	Perturbée par l'administration et la police, puis empêchée
4	Recours contre la décision du Maire de la ville interdisant une marche pacifique dans le cadre de la commémoration du 5 <sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA, ancien vice-président de l'OLUCOME (au Ministre de l'Intérieur)	08/04/2014	OLUCOME	Le Ministre de l'Intérieur n'a pas répondu.

5	Organisation d'une marche pacifique dans le cadre de la commémoration du 5 <sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA	02/04/2014	OLUCOME	Dans sa correspondance n°531.17/618/CAB/2014, le Maire de la ville refuse la tenue de la conférence, faisant référence animée par le Procureur Général de la République sur ce dossier.
6	Recours contre la décision du Maire de la ville interdisant une réunion publique (au Ministre de l'Intérieur)	12/10/2013	Campagne contre la vie chère au Burundi regroupant 477 organisations et confédérations syndicales	Le Ministre de l'Intérieur a répondu dans sa correspondance n°530/2091/CAB/2013 qui ne répondait pas à nos préoccupations.
7	Conférence publique sur la cherté de la vie au Burundi	11/10/2013	OLUCOME au nom des Organisations de la Campagne contre la vie chère au Burundi regroupant 477 organisations et confédérations syndicales	Le Maire de la ville, dans sa correspondance n° 531.17/2005/CAB/2013 a rappelé au responsable de l'hôtel Waterfront (Ex Novotel) que toutes les réunions qui seront tenues dans tout hôtel doivent avoir l'autorisation du Maire de la ville, et la conférence a été empêchée par la police.
8	Organisation d'une conférence publique de pour discuter de la cherté de la vie au Burundi	19/07/2013	Campagne contre la vie chère au Burundi regroupant 477 organisations et confédérations syndicales	Conférence publique empêchée par la police, sans aucune explication.
9	Conférence publique pour discuter de la dégradation des conditions	01/02/2012	Quelques organisations de la Campagne contre la vie chère au Burundi : ABUCO, COSYBU, CSB, OLUCOME	Conférence publique empêchée par la police, sans aucune explication.

	de vie des contribuables burundais			
10	Conférence publique pour présenter son rapport d'activités du premier semestre 2012 et lancer la campagne contre l'enrichissement illicite et le blanchiment d'argent	10/08/2012	OLUCOME	Conférence publique empêchée par la police, sans aucune explication.
11	Report de date de la conférence publique pour discuter des différentes mesures successives prises relatives à la hausse des tarifs de l'eau et d'électricité, ainsi que celle des produits de la BRARUDI	31/07/2012	OLUCOME au nom des Organisations de la Campagne contre la vie chère au Burundi regroupant 477 organisations et confédérations syndicales	Le Maire de la ville, dans sa correspondance n° 531.0201/1044/CAB/1.nz/2012 a interdit ladite conférence. Il a également exhorté, à la même date, tous les gérants d'hôtels de ne pas accepter la tenue, chez eux, des manifestations publiques (conférences, séminaires, points de presse, etc.) non autorisées par le Maire de la ville ou son délégué, à travers la correspondance n° 531.0201/1045/CAB/1.nz/2012
12	Conférence publique dans le but de faire des échanges dans le but d'émettre des propositions en rapport avec le manque du courant	28/07/2012	OLUCOME au nom des Organisations de la Campagne contre la vie chère au Burundi regroupant 477 organisations et confédérations syndicales	Conférence publique empêchée par la police, sans aucune explication.

électrique après la hausse des prix de l'eau et d'électricité, ainsi que celle des produits BRARUDI			
---	--	--	--

**Remarques :**

Au lieu de répondre aux inquiétudes soulevées par l'OLUCOME à travers les dossiers traités, les autorités burundaises et leurs courtisans préfèrent diaboliser l'organisation et ses responsables, à travers des sites web sans identités connues, ou à travers certains médias proches du pouvoir.

Le Président de l'OLUCOME a été déjà mis en résidence surveillée à deux reprises pour une période de deux mois seulement suite à sa demande de manifester seul et d'observer une grève de la faim dans le cadre de la campagne « D'où as-tu tiré ta richesse ? » : le 16 juillet 2014 et le 25 septembre 2014. Vous pouvez le constater à travers les images vidéos you tube sur le site web de l'OLUCOME, le [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi)

Fait à Bujumbura, le 14/11/2014

Chargé de la Communication/ OLUCOME

